

Lettre ouverte à ceux qui nous gouvernent...

Si je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est avant tout pour vous faire part de mon incompréhension.

Je ne comprends plus ce que l'on veut faire de moi, moi qui avais une idée pourtant très précise de mon rôle et de mes missions. Je pensais que le système scolaire, malgré des dysfonctionnements et des manquements (aucun système n'est parfait), comportait des points fondamentaux à savoir l'obligation d'accueillir tous les enfants pour les parents qui choisissaient ce mode d'instruction et la gratuité.

N'est-ce plus le cas aujourd'hui ? On nous vante les mérites du travail à distance, on rend l'école facultative ?

Concernant l'EPS : je ne m'appuierai pas forcément sur des études scientifiques que je ne maîtrise pas, et par ailleurs, l'actualité nous prouve tous les jours que des lectures différentes peuvent en être faites. Je m'appuierai sur mon expérience, mon ressenti et mon bon sens.

L'enseignement obligatoire de l'EPS est selon moi un fondement essentiel ; c'est un enseignement original, "une discipline à part entière et entièrement à part" m'a-t-on appris, et pourtant si souvent attaquée et controversée. Je ne reviendrai pas sur ses intérêts et ses avantages ; les débats internes à la profession, qui sans doute sont nécessaires pour offrir un enseignement de qualité suscitent parfois des forts conflits, qui oscillent entre des positions plus culturelles des activités et d'autres plus transversales aujourd'hui mises en exergue à travers les compétences.

D'autre part, je suis une fervente adepte de l'UNSS, une particularité de notre pays, qui certes fonctionne sur un mode associatif particulier et pas tout à fait conforme, réglementairement parlant, aux associations sportives type loi 1901 (président de droit, profs d'EPS animateurs...).

Cependant cette particularité, qui là aussi est souvent attaquée (cours les mercredis après-midi, tentative de certains courants de ne plus obliger les chefs d'établissement à être présidents de droit...), est une chance. Une chance d'offrir à tous les élèves la possibilité de pratiquer des activités physiques à moindre coût et également la possibilité et je dirai même pour ma part l'obligation, d'orienter des élèves à profil sportif vers les clubs locaux qui leur offrent alors une pratique différente, orientée vers la compétition car c'est l'objet des fédérations.

Comment pouvons-nous ne pas mesurer cette chance inouïe qui nous est proposée par ce système ? Comment pouvons-nous ne pas défendre corps et âme et collectivement cette singularité française et en revendiquer le principe ?

Et nous avons ensuite tout un ensemble de structures qui permettent aux élèves d'initier ou de poursuivre des carrières de sportifs à travers les sections sportives scolaires, les projets de performance fédéraux en lien avec le mouvement sportif et aujourd'hui les sections d'excellence sportive.

Tout va bien, tout est prévu : pourquoi inventer autre chose ?

On nous parle aujourd'hui de 2S2C ! Et là je ne comprends plus : pourquoi ?

Afin de préserver mieux la santé ? la citoyenneté ? afin de promouvoir l'activité physique ?

Mais nous en sommes gavés de projets et de structures qui vont déjà dans ce sens : à travers les nouveaux programmes soclés, à travers les domaines, les compétences générales, les parcours, les EPI... et même l'UNSS, à travers l'AIR (accessibilité, innovation, responsabilisation). On est dans une course à l'échalote au cours de laquelle celui qui a l'idée la plus innovante, qui constitue un dossier "high tech" est mieux vu, a plus de subventions ?

Comme si, en tant qu'agent de l'état et garant des valeurs de la République, nous n'avions pas dans un coin de notre tête toutes ses valeurs éducatives et essentielles présentes à chaque instant dans nos interventions auprès de nos jeunes élèves ?

Comme s'il fallait parler de développement durable pour penser à demander à un élève de jeter son papier dans la poubelle ?

Depuis le début du confinement, qui est une période totalement inédite et exceptionnelle, les professeurs ont fait preuve d'adaptation et d'inventivité pour pallier cette absence de présence physique à l'école. Est ce que les professeurs ont attendu qu'on leur dise de travailler pour le faire ? Est-ce que les établissements scolaires ont

attendu que les politiques nous parlent des décrocheurs et des élèves en difficultés pour aller téléphoner, prêter des tablettes, aider en ligne, recontacter, envoyer des courriers.... Est ce que c'est l'image que nous donnons en haut lieu? Sommes-nous vraiment considérés ainsi? Nous, cadres d'état qui défendons l'école, notre métier avec force chaque jour auprès de nos élèves?

Et là on invente le 2S2C! Pour une remise en état physique et psychologique? Parce que nous, professeurs d'EPS, n'avons pas remarqué ce qui vient de se jouer pendant ces deux derniers mois? N'avons-nous pas entendu qu'il fallait à tout prix faire respecter des gestes barrières, n'avons-nous pas réfléchi avec les autres membres de la communauté éducative à un protocole d'accueil, tellement difficile à opérationnaliser?

Ne savons-nous pas qu'il faut faire preuve d'adaptation et de progressivité en fonction de l'état psychologique et physique des élèves, après 5 ans d'études, un concours et avec une expérience qui nous oblige à traiter ce problème à chaque instant?

Le 2S2C offre un temps d'accompagnement supplémentaire? Je fais partie des professeurs qui pensent que les horaires obligatoires d'EPS doivent être augmentés pour tous les élèves. Je fais partie des professeurs qui déplorent les problèmes liés au CM de complaisance et de l'idée qu'il faudrait travailler davantage en concertation avec les médecins car il y a trop de dispenses d'EPS... Et on nous parle d'augmenter le temps de pratique physique pour les volontaires alors qu'il faut lutter sans cesse pour que nos horaires d'EPS soient respectés? Je ne comprends plus!

En outre, ce qui me choque le plus, c'est de faire appel à des "personnels hors éducation nationale (collectivités territoriales) avec un partenariat possible avec les agents de l'éducation nationale"!

Nous sommes alors devenus des simples partenaires de notre autorité d'emploi? Nous avons été relégués au statut d'aide-coach?

Nous allons organiser du "sport", ou du 2S2C, à l'école, avec des personnels hors EN et sans le rendre obligatoire? Alors qu'en préambule, je soulignais que pour moi, "l'obligation scolaire" était un fondement de l'école.

Et puis cette confusion et ce mélange des genres entre le mouvement sportif et l'école sont très dangereux car si nous sommes parfaitement complémentaires et je m'en félicitais ci-dessus, nous avons de par notre statut et nos fonctions deux objectifs totalement différents voire opposés.

A l'école, nous devons contribuer à la réussite de tous les élèves. Dans les fédérations et par déclinaison dans les clubs sportifs, ils doivent amener les enfants à des résultats et des performances, c'est l'objet même associatif (même si de plus en plus cet objet concernant les fédérations délégataires est dévoyé et qu'on attribue au sport fédéral des missions qui sont avant tout celles de l'école à mon sens : ex : sport santé).

Loin de moi l'idée que ces deux conceptions ne répondent pas à des ambitions éducatives mais la finalité est tout autre. Que va faire un entraîneur de club lorsqu'il devra passer du temps à s'occuper du petit obèse sans aucun profil sportif, alors que l'objectif de son club est de produire des résultats lors des compétitions, va-t-il l'accepter dans son équipe phare qui joue "le titre"?

Et encore, admettons qu'à ce niveau, le club ne soit pas dans une logique "trop" compétitive, les fédérations ont comme objectif d'être présentes à plus haut niveau (JOP 2024, COJO, ANS.....) et les clubs restent a priori un moyen de recrutement...

Selon moi, les objectifs poursuivis par les clubs et par l'EN sont différents (de plus un est gratuit, pas l'autre), et si l'objet enseigné est le même, en aucun cas ils ne peuvent agir sur le même terrain de jeu, et leur force réside dans la complémentarité et non dans l'amalgame.

D'autres réflexions : Je parlais au préalable des missions de responsabilités inhérentes à notre statut de cadre A de la fonction publique : nous sommes garants des valeurs, notre formation et nos obligations l'attestent. Dans cette nouvelle configuration, on va confier notre travail à des entraîneurs (avec un brevet fédéral, avec un diplôme d'état, sans rien avec juste un livret de formation?), ce qui signifie en d'autres termes que le CAPEPS n'a plus aucune valeur.

Alors qu'il n'y a pas si longtemps, des polémiques liées à des problèmes d'agressions sexuelles dans certaines fédérations obligeaient R. Maracineanu à exiger des cartes professionnelles, avec examen du casier judiciaire, se rendant compte que d'avoir "démis de leurs fonctions" tous les professeurs de sport (CAS), (eux aussi garants d'une neutralité de l'état), était peut-être une erreur, et soumettant l'idée qu'un désengagement de l'état n'était peut-être pas une si bonne idée... Encore une fois, loin de moi l'idée d'émettre un jugement de valeur sur la qualité des entraîneurs (je suis et j'ai été très impliquée dans le mouvement sportif que je défends), mais chacun sa place, chacun

ses missions, chacun son métier.

Enfin, Le véritable enjeu à ce jour est de faire le bilan sur ces deux mois de confinement. Peu d'élèves seront et pourront être accueillis vraisemblablement en cette fin d'année scolaire et la mission prioritaire est de respecter et faire respecter les gestes barrières ; tous les acteurs sur le terrain s'y emploient avec force afin de trouver des solutions à ce casse tête, tous ont en tête le besoin de reconquérir certains élèves à l'école malgré le fait qu'elle ne soit plus obligatoire : tâche titanesque...

Donc la mise en place des 2S2C n'est à mon sens pas la priorité pour personne en cette fin d'année scolaire ; le bon sens, la solidarité et le dévouement étant les principales qualités qui seront mises en avant par les enseignants.

Les clubs sportifs, les municipalités, les établissements scolaires sont tous confrontés aux mêmes grandes difficultés de mise en place d'activités physiques.

Donc pour cette fin d'année, n'aurait-on pas pu faire confiance aux professeurs d'EPS exclusivement pour s'occuper de nos chères têtes blondes ?

Et si l'objectif des 2S2C est de pouvoir être appliqués à la rentrée de septembre, est ce que cela signifie que l'on envisage que l'épidémie ne va jamais s'arrêter? Ou est ce qu'il y a une réelle volonté de rendre une EPS et l'UNSS encadrées par des personnels "différemment" diplômés, non obligatoires et par la même de l'exclure de l'école ?

Accepte t-on que l'EPS ne concerne plus tous les élèves, accepte t-on que l'école ne participe plus à la réussite de tous les élèves?

Sortons-nous du tryptique qui m'est cher : EPS obligatoire pour tous - UNSS facultative - sport fédéral club avec un rôle déterminant du prof d'EPS qui initie, cultive, éduque, accompagne en EPS et à l'AS, puis recrute pour assurer le lien vers le sport fédéral?

Pour terminer, je ne parlerai pas de cri de désespoir afin de ne pas faire preuve d'indécence au regard de ce qu'ont vécu les soignants ces derniers temps, je me contenterai de parler de cri de découragement ou de désarroi: quand allons-nous nous faire confiance et nous laisser mener à bien notre mission de service public?

Christelle Schulte, professeur d'EPS, Verdun